

Avenant n° 4 du 12 novembre 2024
relatif au régime de « remboursement complémentaire frais de santé »

NOR : ASET2550490M

IDCC : 3168

Entre l'(les) organisation(s) professionnelle(s) d'employeur(s) :

FNP ;

FFPMI,

d'une part,

et le(s) syndicat(s) de salariés :

UNSA ;

FNECS CFE-CGC ;

CAT,

d'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Préambule

Les parties signataires se sont réunies en commission paritaire le 12 novembre 2024 et ont décidé de faire évoluer le régime frais de santé obligatoire mis en place par accord du 23 décembre 2013 de la convention collective des professions de la photographie.

Au vu des résultats du régime, pour s'assurer de sa pérennité, les partenaires, sociaux ont décidé d'augmenter les taux de cotisation de la garantie de base essentiel du régime frais de santé.

Cet avenant a aussi pour but d'intégrer les dispositions relatives au maintien des garanties de protection sociale complémentaire en cas de suspension du contrat de travail dans le cadre des contrats collectifs à adhésion obligatoire suite à l'instruction interministérielle n° DSS/3C/58/2021/127 du 17 juin 2021.

(Voir page suivante.)

Article 1^{er} | *Financement du régime frais de santé*

L'article 10 de l'accord frais de santé « financement du contrat collectif » de la convention collective du 20 décembre 2013 est modifié et remplacé par :

« La cotisation mensuelle du régime de base obligatoire essentiel pour le salarié est :

Base « Essentiel »	Salarié relevant du régime général de la sécurité sociale	Salarié relevant du régime Alsace-Moselle
Adhésion obligatoire	1,21 % PMSS ^[1]	0,81 % PMSS ^[1]
[1] PMSS : plafond mensuel de la sécurité sociale.		

La cotisation étant exprimée en pourcentage du plafond mensuel de la sécurité sociale (PMSS) en vigueur au 1^{er} janvier de l'exercice en cours, celle-ci augmentera chaque année en fonction de l'évolution de ce plafond.

Le financement du régime est assuré par une cotisation à la charge de 50 % de l'employeur et de 50 % du salarié.

Par dérogation à la répartition de la cotisation définie ci-dessus, les employeurs pourront prendre en charge l'intégralité de la cotisation due par des salariés à temps partiel ou des apprentis dès lors que l'absence d'une telle prise en charge conduirait ces salariés à s'acquitter d'une cotisation au moins égale à 10 % de leur rémunération brute.

Les taux de cotisations seront revus en fonction de l'évolution et de la réglementation et législation et de l'équilibre global du régime frais de santé. »

Article 2 | *Modification de l'article 11*

L'article 11 « Maintien de la garantie frais de santé complémentaire et suspension du contrat de travail » de l'accord du 20 décembre 2013 est modifié ainsi :

Le bénéfice des garanties du présent régime est suspendu de plein droit pour les salariés dont le contrat de travail est suspendu. Dans ce cas aucune cotisation n'est due pendant cette période. La garantie reprend effet dès la reprise de travail de l'intéressé au sein de l'effectif assuré.

Toutefois, les garanties peuvent être maintenues selon les modalités définies ci-après :

Le paragraphe a est remplacé par :

a) Le présent régime frais de santé est maintenu moyennant paiement des cotisations salariales et patronales (selon les mêmes conditions que celles des salariés en activité) lorsque la suspension du contrat de travail du salarié est due à :

- un arrêt de travail pour maladie, maternité, adoption ou paternité ;
- un arrêt de travail pour accident de travail, accident de trajet ou maladie professionnelle ;
- l'exercice du droit de grève ;
- un congé non rémunéré qui n'excède pas un mois consécutif.

Et en tout état de cause, pour la période au titre de laquelle il bénéficie :

- soit d'un maintien de salaire total ou partiel ;
- soit d'indemnités journalières complémentaires financées au moins pour partie par l'employeur ;

- soit d'un revenu de remplacement versé par l'employeur en raison :
 - d'une situation d'activité partielle ou activité partielle de longue durée et dont l'activité est totalement suspendue ou dont les horaires de travail sont réduits,
 - ainsi que toute période de congé rémunéré par l'employeur (reclassement, mobilité...).

Dans une telle hypothèse l'entreprise verse une contribution identique à celle versée pour les salariés actifs pendant toute la période de suspension ; parallèlement, le salarié doit obligatoirement continuer à s'acquitter de sa part de cotisations.

Le paragraphe *b* est inchangé.

Article 3 | Date d'entrée en vigueur

Le présent avenant entre en vigueur à compter du 1^{er} janvier 2025.

Article 4 | Extension du présent avenant. Publicité

Le présent avenant est fait en nombre suffisant d'exemplaires originaux pour remise aux parties signataires et dépôt dans les conditions prévues aux articles L. 2231-6, L. 2261-1, L. 2262-8 et D. 2232-2 du code du travail.

Suivant les dispositions de l'article L. 2261-23-1 du code du travail, les signataires n'ont pas retenu de dispositions spécifiques telles que visées par l'article L. 2232-10-1 du code du travail à l'attention des entreprises de moins de 50 salariés dès lors que le présent avenant vise à modifier le régime collectif obligatoire frais de santé dont doivent bénéficier les salariés relevant de la convention collective et ce quel, que soit l'effectif.

Les parties signataires conviennent de demander l'extension du présent avenant dans les conditions fixées aux articles L. 2261-5 et suivants du code du travail afin de le rendre applicable à l'ensemble des entreprises entrant dans le champ d'application de la convention collective nationale des professions de la photographie.

Fait à Paris, le 12 novembre 2024.

(Suivent les signatures.)